



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 136 • NUMÉRO 001 • 2^e SESSION • 36^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mardi 12 octobre 1999

Présidence de l'honorable Gilbert Parent

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations
se trouve à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique «Parliamentary Internet Parlementaire» à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 12 octobre 1999

Prière

OUVERTURE DE LA DEUXIÈME SESSION DE LA 36^e LÉGISLATURE

• (1450)

[Traduction]

Le Parlement, qui a été prorogé le 18 septembre 1999, se réunit aujourd'hui à Ottawa pour l'expédition des affaires.

La séance est ouverte à 14 h 30, le Président étant au fauteuil.

Le Président donne lecture d'une lettre du secrétaire de la Gouverneure générale annonçant que Leurs Excellences la Gouverneure générale et John Ralston Saul arriveront à l'entrée de la Tour de la Paix à 14 h 50 le mardi 12 octobre 1999 et que, lorsqu'on aura avisé Leurs Excellences que tout est en place, ils se rendront à la Chambre du Sénat pour ouvrir officiellement la deuxième session du trente-sixième Parlement du Canada.

• (1455)

L'huissière du bâton noir apporte le message suivant:

Monsieur le Président, c'est le désir de Son Excellence la Gouverneure générale que cette honorable Chambre se rende immédiatement auprès d'elle dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, le Président et les membres des Communes se rendent au Sénat.

• (1600)

Et de retour à la Chambre des communes:

* * *

LES SERMENTS D'OFFICE

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-1 relatif à la prestation des serments d'office.

(La motion est adoptée d'office, et le projet de loi est lu pour la première fois.)

DISCOURS DU TRÔNE

Le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que lorsque celle-ci s'est rendue auprès de Son Excellence la Gouverneure générale aujourd'hui, au Sénat, il a plu à Son Excellence de prononcer un discours devant les deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, j'en ai obtenu le texte, que voici:

*Honorables sénateurs et sénatrices,
Mesdames et Messieurs les députés,
Mesdames et Messieurs,*

J'ai l'honneur aujourd'hui d'ouvrir cette deuxième session de la trente-sixième législature du Canada. J'apprécie l'occasion qui m'est offerte, en tout début de mandat, de représenter la reine en tant que l'un des trois éléments du Parlement. C'est une responsabilité que je prends au sérieux, et je compte suivre de près vos débats.

Bien que je n'aie pas eu le privilège de servir parmi vous, comme l'ont fait mes prédécesseurs immédiats, j'apprécie à sa juste valeur le rôle que vous jouez et le dévouement dont vous faites preuve en contribuant à l'efficacité de cette remarquable institution qui constitue la pièce maîtresse du régime démocratique canadien. Je suis tout à fait consciente des sacrifices que vous êtes si nombreux à faire sur les plans personnel et professionnel en acceptant les défis que représente une charge publique. Je partage l'engagement que vous avez pris et je me réjouis à la perspective de travailler avec vous durant les cinq prochaines années au service du peuple canadien.

Les représentants du peuple canadien sont réunis aujourd'hui pour ouvrir la session du Parlement qui mènera le pays vers le nouveau millénaire.

Au seuil d'un nouveau siècle, nous avons confiance dans l'avenir que promet le Canada à nos enfants et à nos petits-enfants. La technologie modifie tous les aspects de notre vie. Le savoir et la créativité constituent désormais le moteur de la nouvelle économie. Et la collaboration devient plus essentielle à mesure que les défis présentés à notre société pluraliste gagnent en complexité. Cependant, dans ce monde en mutation, les Canadiens et les Canadiennes connaîtront le succès, comme ils l'ont toujours fait tout au long de l'histoire de notre pays.

La promesse qu'incarne le Canada est née à une époque où les pays étaient formés au creuset des guerres ou des révolutions. Les fondateurs de notre nation ont choisi une voie qui est devenue la manière canadienne: ils ont créé un pays attaché à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement pour tous ses citoyens. Il aura fallu beaucoup de vision et de volonté pour briser le moule de l'État-nation fondé sur une langue, une culture ou une religion unique. Cette vision et cette volonté ont été largement récompensées.

À l'origine, le Canada, en tant que petite colonie peu industrialisée, ne jouait aucun rôle qui lui était propre dans les affaires mondiales. Au fil des générations, les Canadiens et les Canadiennes sont parvenus à créer un avenir meilleur pour leurs familles et leurs collectivités. Les Canadiens et leurs gouvernements ont surmonté les obstacles créés par la distance et les rigueurs d'un climat nordique; ils ont construit un chemin de fer national et un réseau d'autoroutes, et créé un service postal, des institutions culturelles nationales, des hôpitaux, des universités et d'autres institutions. Ils ont en outre créé

L'Adresse

un régime de sécurité sociale moderne. Toutes ces réalisations constituent les assises de notre qualité de vie.

En l'espace de quelques générations, nous sommes devenus une nation indépendante, dotée d'une économie industrielle avancée, qui a voix au chapitre dans les instances internationales—les Nations unies, le G8, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OTAN, et nombre d'autres. Le Canada remplit actuellement son sixième mandat à titre de membre élu du Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous avons toujours été une voix pour la paix. Nous avons été le premier pays à proposer d'utiliser des troupes pour le maintien de la paix; aujourd'hui, des Canadiens et des Canadiennes contribuent à maintenir la paix dans plusieurs pays à travers le monde. Lorsque la tyrannie menaçait la paix et la sécurité dans le monde, les Canadiens n'ont jamais hésité à répondre à l'appel. Avec nos courageux anciens combattants, nous nous souvenons de ceux et celles qui ont payé de leur vie, que ce soit sur la crête de Vimy, à Juno Beach, ou sur la colline 355, en Corée.

Héritiers de la tradition des coureurs des bois, nous avons exploré les frontières de la science. De l'invention du papier journal à la création de langages informatiques avancés, l'ingéniosité des Canadiens a contribué à édifier l'ère de l'information. Grâce notamment à la découverte de l'insuline et au premier stimulateur cardiaque, les Canadiens ont permis à des millions de gens à travers le monde de vivre mieux plus longtemps. Le Canada a été un pionnier de l'utilisation pacifique de l'espace; il est devenu un leader dans le domaine des communications par satellite et dans celui de la télédétection. Aujourd'hui, nos astronautes utilisent la technologie canadienne pour aider à assembler la station spatiale internationale, le plus grand projet scientifique de l'histoire.

Dans un monde toujours plus complexe, des approches, des compétences et des idées diverses sont essentielles pour améliorer la qualité de vie. Le Canada est un pays bilingue où des hommes et des femmes d'un grand nombre de cultures, de races et de religions différentes participent à la vie économique, sociale et politique. Ils puisent dans leur diversité la force et la créativité qui contribuent à façonner un pays moderne, tourné vers l'avenir.

Nos actions et notre histoire font que nous nous sentons à l'aise dans un monde marqué par le changement et une interdépendance toujours croissante. Les talents de nos citoyens, les valeurs auxquelles nous sommes attachés et notre volonté de travailler ensemble permettront au Canada de maintenir son rôle de premier plan dans l'économie du savoir.

Aujourd'hui, les Canadiens et les Canadiennes peuvent s'enorgueillir du succès de leur pays. Notre économie est dynamique, notre société est forte et démocratique et nos concitoyens sont solidaires les uns des autres. Nous sommes reconnus dans le monde entier pour notre qualité de vie. Nous bâtissons une meilleure qualité de vie pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes—nos enfants, nous-mêmes et nos concitoyens.

Un Canada fort et uni

Une excellente qualité de vie pour les Canadiens et les Canadiennes est indissociable d'un Canada fort et uni. Le gouvernement maintiendra une approche globale pour renforcer l'unité de notre pays. Toutes ses actions serviront à raffermir le Canada en rehaussant la qualité de vie des Canadiens.

Notre régime fédéral nous permet d'apprécier à sa juste valeur ce qui fait la force de chacune des régions de notre pays. Il garantit les droits et les libertés de tous les citoyens. Il répartit la richesse entre tous les Canadiens, où qu'ils vivent, de Terre-Neuve, dans l'Est, à la Colombie-Britannique, dans l'Ouest, en passant par notre nouveau territoire, le Nunavut, dans le Nord.

Au cours des deux dernières législatures, les Canadiens ont jeté les bases d'un succès encore plus grand. Notre économie est forte; nos citoyens jouissent d'occasions plus nombreuses et de choix plus vastes. Nos artistes, nos écrivains, nos musiciens et nos cinéastes font l'admiration du monde entier. Et le Canada lui-même continue d'être un symbole de paix, de démocratie et de solidarité humaine qui lui vaut le respect de la communauté des nations.

Afin que l'avenir prometteur du Canada se concrétise pour tous les citoyens, il faut unir nos efforts pour bâtir la meilleure qualité de vie possible pour tous les Canadiens et Canadiennes. Certains pensent qu'il serait préférable de s'en aller chacun de son côté, plutôt que de travailler ensemble. Même si les Québécois ne veulent pas un troisième référendum, le gouvernement du Québec continue de parler d'en tenir un autre. Le gouvernement du Canada réaffirme donc l'engagement qu'il a pris envers les Québécois et tous les autres Canadiens, à savoir que le principe de clarté énoncé par la Cour suprême du Canada sera respecté.

La meilleure façon de saisir les occasions et de relever les défis de la nouvelle économie mondiale est de travailler ensemble, à la manière canadienne, en concentrant nos efforts sur ce qui revêt le plus d'importance pour les Canadiens. Il faut donc

prendre dès aujourd'hui des mesures audacieuses pour que le Canada soit encore plus fort au cours du siècle prochain. Pour cela, une volonté nationale, des stratégies nationales et des partenariats à l'échelle du pays tout entier s'imposent. Les citoyens et les gouvernements doivent travailler ensemble pour bâtir un Canada encore plus fort et plus uni, un Canada qui restera un exemple pour le monde entier.

Les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement national concentre ses efforts dans les domaines où il peut et doit être un agent de changement. Ils veulent qu'il le fasse à la manière canadienne, c'est-à-dire en travaillant ensemble, en associant l'initiative individuelle et l'action gouvernementale, et en étant à l'écoute des citoyens. Les Canadiens et les Canadiennes attendent de leur gouvernement qu'il continue à faire preuve de prudence financière, qu'il réduise le fardeau de la dette, qu'il diminue leurs impôts et qu'il mette en oeuvre des politiques nécessaires à l'édification d'une société forte. Le nouveau marché mondial offre d'immenses possibilités de créer des emplois pour les Canadiens et les Canadiennes, de stimuler la croissance économique du pays et d'accroître l'influence du Canada dans le monde. Il offre aussi des possibilités de plus en plus grandes d'assurer une meilleure qualité de vie à tous les Canadiens. Afin d'en profiter, nous devons bâtir sur nos forces.

Pour améliorer notre qualité de vie, il nous faut une stratégie globale afin d'accélérer le passage à l'économie du savoir, et de promouvoir nos intérêts et nos valeurs dans le monde. Ensemble, nous serons en quête de l'excellence. Nous devons collaborer avec nos partenaires dans les domaines suivants afin:

de voir à l'épanouissement de nos enfants et de nos jeunes, qui seront nos leaders au XXI^e siècle;

de créer une économie dynamique;

d'améliorer la santé et la qualité des soins pour les Canadiens;

d'assurer la qualité de notre environnement;

de bâtir des collectivités plus fortes;

de renforcer les relations avec les peuples autochtones du Canada; et d'élargir le rôle du Canada dans le monde.

Les enfants et les jeunes: nos leaders au XXI^e siècle

Nos enfants

À cause de l'évolution de l'économie mondiale, pour jouir d'une qualité de vie élevée, tous les pays devront compter plus que jamais sur une population adaptable, déterminée et prête à poursuivre son apprentissage pendant toute sa vie. C'est dès la tendre enfance que de telles qualités s'acquiert. Aucun engagement que nous prenons aujourd'hui ne sera donc plus important pour la prospérité et le bien-être à long terme de la société canadienne que celui d'investir nos efforts en faveur des très jeunes enfants. Ce sont les parents et les familles qui ont la responsabilité première de prendre soin de leurs enfants. La société toute entière doit cependant oeuvrer de concert pour que nos enfants acquièrent les compétences nécessaires à leur réussite.

Le gouvernement prendra des mesures qui permettront aux parents de profiter de congés plus longs pour s'occuper de leurs enfants, en élargissant l'application des prestations d'assurance-emploi au titre des congés parentaux et en les rendant plus accessibles. Il rendra plus avantageuses pour les familles ses propres politiques en tant qu'employeur et celles des employeurs assujettis à la réglementation fédérale. Grâce à d'autres allègements fiscaux, il permettra aux familles avec enfants d'avoir plus d'argent. Avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, il s'emploiera à réformer le droit de la famille et à renforcer les régimes de soutien aux familles afin que, dans des situations de séparation ou de divorce, priorité soit donnée aux besoins et aux meilleurs intérêts des enfants.

Le gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux sont à mettre au point ensemble le Programme d'action national pour les enfants. Dans le cadre de cette démarche, notre objectif est de parvenir d'ici décembre 2000 à un accord entre les gouvernements qui portera sur un plan d'action national pour aider encore plus les parents et les familles. Ce plan respectera l'Entente-cadre sur l'union sociale. Il établira des principes, des objectifs et des paramètres financiers communs pour tous les gouvernements afin d'accroître les ressources et de raffermir encore plus les mesures de soutien au développement des jeunes enfants.

Pour aider les familles à sortir du cycle de la pauvreté, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont aussi établi la Prestation nationale pour enfants. Le gouvernement du Canada est déjà en train d'investir un montant annuel supplémentaire de 1,7 milliard de dollars à l'intention des familles à faible revenu avec enfants; pour leur part, les provinces et les territoires investissent dans des services complémentaires. Le gouvernement ne veut qu'aucune famille ne soit contrainte de choisir entre un emploi et les prestations pour ses enfants. À cette fin, il effectuera un troisième investissement important dans la Prestation nationale pour enfants d'ici 2002, tout en s'efforçant d'obtenir un engagement de ses partenaires provinciaux et territoriaux afin qu'ils accroissent leurs investissements en faveur des services aux familles avec enfants.

L'Adresse

Nos jeunes

Nos jeunes sont les leaders de demain. Ils sont déjà parfaitement à l'aise dans le monde «branché». Ils ont l'énergie, les idées, le savoir-faire technologique, et ils veulent contribuer à édifier leur pays au XXI^e siècle. Dans un monde «branché», où les distances n'existent plus, les jeunes Canadiens acquièrent plus tôt dans leur vie les connaissances et les compétences dont ils ont besoin. Ils méritent qu'on leur offre, plus jeunes, de meilleures chances de s'impliquer, de mettre en valeur leurs talents, de parfaire leurs compétences, et ce faisant, de devenir des citoyens actifs et engagés.

Le gouvernement s'emploiera à offrir à nos jeunes de plus grandes possibilités de participer à l'expérience canadienne, de découvrir les splendeurs de leur pays, de se familiariser directement avec chaque région, et de se laisser motiver par ce qu'ils auront appris de leurs concitoyens partout au pays. Pour cela, le gouvernement prendra diverses mesures:

il fera appel aux compétences des jeunes Canadiens afin de relier les communautés rurales et urbaines à l'autoroute de l'information, en les embauchant pour installer des sites supplémentaires d'accès public à Internet;

il créera un guichet de service unique—Échanges Canada—afin de donner chaque année l'occasion à 100 000 jeunes Canadiens d'en apprendre sur une autre région du pays;

il s'assurera que les jeunes Canadiens et Canadiennes de 13 ans et plus auront la chance de mettre à profit leur créativité et de créer leurs premières oeuvres en utilisant des approches traditionnelles et des techniques nouvelles dans les secteurs des arts, de la culture, de la technologie numérique et d'autres industries;

il incitera des dizaines de milliers de jeunes Canadiens bénévoles à participer à des projets environnementaux aux niveaux communautaire et national et à aider d'autres personnes à améliorer leur niveau d'alphabétisation;

il permettra aux jeunes Canadiens d'utiliser leur énergie et leurs talents outre-mer en participant à des programmes internationaux de stages et en aidant les pays en voie de développement à se brancher sur Internet.

De plus, le gouvernement continuera à donner la priorité à la diffusion de l'information aux jeunes Canadiens sur les carrières, les occasions d'acquérir de l'expérience de travail et les possibilités d'apprentissage.

Une économie dynamique pour le XXI^e siècle

Dans l'économie mondiale du savoir, l'avantage va aux pays qui sont innovateurs, qui ont des niveaux de productivité élevés, qui adoptent rapidement les technologies les plus récentes, qui investissent dans le perfectionnement des compétences de leurs citoyens et qui recherchent des nouveaux marchés dans le monde entier.

Les Canadiens ont bâti une économie forte et dynamique. C'est la pierre angulaire de notre qualité de vie: elle permet au Canada de continuer à édifier une société plus équitable, à améliorer la santé de sa population et à renforcer ses collectivités. En l'espace de quelques années seulement, les finances de l'État sont passées des déficits et des dettes à des budgets équilibrés avec de faibles taux d'inflation et d'intérêt. On a modernisé les lois et les règlements et on a réduit le rôle du gouvernement dans les décisions d'affaires.

Le gouvernement continuera à créer un environnement plus propice à la croissance économique et à l'amélioration de la productivité, en réduisant le fardeau de la dette, en abaissant les impôts et en faisant des investissements stratégiques. Ces investissements aideront les petites entreprises à croître, encourageront le commerce, aideront les citoyens à parfaire les habilités dont ils ont besoin et assureront que le Canada soit doté d'une infrastructure moderne.

Le gouvernement est résolu à poursuivre une politique de gestion financière prudente. Plus jamais il ne permettra que l'on perde le contrôle des finances de l'État. Il fera en sorte que la dette diminue constamment par rapport au produit intérieur brut. Il respectera l'engagement pris au début de cette législature de consacrer la moitié de l'excédent budgétaire au remboursement de la dette et à l'allègement des impôts, et l'autre moitié aux investissements destinés à répondre aux besoins sociaux et économiques des Canadiens.

Réduction des impôts

Au fur et à mesure que les finances du pays s'amélioreraient, le gouvernement a commencé à effectuer un allègement général des impôts: cette réduction représente un total de 16,5 milliards de dollars sur trois ans. À mesure que la situation financière du pays continuera de s'améliorer, le gouvernement réduira davantage les impôts, ce qui permettra d'accroître le revenu net des Canadiens et des Canadiennes, d'encourager l'innovation et la prise de risques et de bâtir une économie plus solide.

La réduction des impôts est un élément essentiel d'une stratégie visant à accroître les revenus des particuliers et à bâtir une économie garante de la croissance et de la

richesse qui permettent les investissements publics et privés nécessaires pour maintenir une qualité de vie élevée.

Dans son prochain budget, le gouvernement présentera un plan pluriannuel de réductions additionnelles des impôts.

Augmentation des échanges commerciaux et des investissements

De tous les grands pays industrialisés, c'est le Canada qui a l'économie la plus ouverte sur le monde. Nous avons la chance d'être un pays dont la population est composée de gens qui viennent de partout dans le monde. Les marchés étrangers offrent de nouveaux débouchés pour nos biens et nos services. L'investissement étranger nous apporte des capitaux, des idées et des technologies nouvelles et des pratiques commerciales innovatrices.

Pour profiter de l'avantage du Canada, le gouvernement intensifiera ses efforts de promotion du commerce dans les secteurs stratégiques offrant des possibilités d'exportation élevées—des secteurs allant de la biotechnologie et des technologies de l'environnement et de l'information, au tourisme, à la culture et à la santé. Il continuera aussi de soutenir l'innovation et le développement de nouvelles technologies dans les principaux secteurs d'exportation tels que l'agriculture, l'agroalimentaire et les ressources naturelles.

Il mettra sur pied l'Équipe Canada Investissement, qui permettra à tous les gouvernements et au secteur privé de coordonner leurs efforts pour sensibiliser davantage la communauté internationale aux possibilités exceptionnelles d'investissement et de croissance au Canada. Le gouvernement modernisera le cadre législatif actuel pour faciliter l'installation des sièges sociaux des entreprises multinationales au Canada.

Le gouvernement profitera de la prochaine ronde de négociations de l'Organisation mondiale du commerce, dont celles portant sur l'agriculture, pour contribuer à établir un système de commerce mondial plus transparent, basé sur des règles et où tous seraient sur un pied d'égalité. Ce système faciliterait l'accès aux marchés mondiaux pour les entreprises canadiennes de tous les secteurs, et il respecterait les besoins des Canadiens, leur culture et l'environnement. De plus, le gouvernement travaillera avec ses partenaires de l'hémisphère afin d'établir d'ici 2005 la Zone de libre-échange des Amériques.

Compétences et savoir nécessaires au XXI^e siècle

Une population active qualifiée et la capacité d'innover continuellement sont les pierres d'assise du succès de notre économie au XXI^e siècle.

Au cours des trois dernières années, le gouvernement a établi une stratégie destinée à exploiter l'avantage que représente pour le Canada une main-d'oeuvre qui est la plus instruite au monde. Il a facilité l'épargne-études pour les enfants. Il rendra les études collégiales et universitaires plus abordables grâce aux bourses d'études canadiennes du millénaire. Il a allégé le mécanisme de remboursement des dettes étudiantes et amélioré les mesures fiscales relatives au financement de l'apprentissage continu.

Nous continuerons à nous appuyer sur cette stratégie. Le gouvernement canadien formera des partenariats avec les autres gouvernements, les organismes publics et privés ainsi qu'avec les Canadiens et les Canadiennes, afin d'établir un plan d'action national en matière de compétences et d'apprentissage pour le XXI^e siècle. Ce plan mettra l'accent sur l'apprentissage continu, s'attaquera au problème de la faible alphabétisation chez les adultes et fournira aux citoyens l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées en vue de parfaire leurs compétences.

Au cours des deux prochaines années, le gouvernement travaillera avec ses partenaires afin de:

faire en sorte que le perfectionnement des compétences suive le rythme de l'évolution de l'économie; ce travail sera dirigé par les conseils sectoriels, qui réunissent des représentants des milieux des affaires, du travail et de l'éducation, ainsi que d'autres groupes professionnels, dans le but d'examiner les questions de ressources humaines dans des secteurs importants de l'économie canadienne;

permettre aux Canadiens de financer plus aisément l'apprentissage continu; et

fournir des renseignements à l'échelle du Canada sur les marchés du travail, les compétences nécessaires et les possibilités de formation à partir d'un guichet unique, accessible par Internet, par téléphone, ou en personne dans toutes les collectivités du pays.

Le gouvernement mettra aussi l'accent sur le recrutement, le maintien en poste et l'apprentissage permanent à la fonction publique du Canada, afin qu'elle demeure forte, représentative, professionnelle, non partisane et capable de fournir aux Canadiens et aux Canadiennes les services de la plus haute qualité à l'orée du XXI^e siècle.

L'infrastructure du XXI^e siècle

Pour que le Canada puisse créer des emplois et stimuler la croissance et la richesse, il faut qu'il ait une économie de premier plan, axée sur le savoir et capable de générer des

L'Adresse

idées nouvelles et de les mettre en oeuvre pour les Canadiens. Pour ce faire, il faut que les Canadiens soient branchés entre eux, avec les écoles et les bibliothèques, avec les gouvernements et les marchés, de manière à ce qu'ils puissent profiter des idées des autres et partager leurs connaissances. Pour réaliser cet objectif, il faudra créer de nouveaux types d'infrastructure.

L'infrastructure du savoir

Pour améliorer son infrastructure du savoir, le Canada doit appuyer une nouvelle génération de dirigeants, attirer les chercheurs les plus qualifiés et encourager ses diplômés à exercer leurs talents ici au pays.

Le gouvernement présentera un projet de loi permettant la création des instituts canadiens de recherche en santé. Ceux-ci ouvriront la voie à des travaux de calibre mondial au Canada, car ils réuniront pour la première fois tous les chercheurs du secteur de la santé, dans le but de définir des priorités communes pour la recherche. Cette approche innovatrice reconnaît l'importance de la collaboration dans le domaine de la recherche pour améliorer la santé et le bien-être des Canadiens, et édifier un régime de soins de santé de très grande qualité.

Le gouvernement du Canada est depuis de nombreuses années l'un des principaux soutiens de la recherche dans les universités canadiennes. Depuis deux ans, le gouvernement mène un ambitieux programme visant à mieux appuyer la recherche de pointe au Canada. Pour ce faire, il:

accroîtra son soutien aux conseils subventionnaires, leur permettant d'établir de nouveaux partenariats avec les universités afin d'attirer les meilleurs chercheurs du monde dans le cadre d'un programme innovateur, les chaires d'excellence en recherche du XXI^e siècle;

encouragera les universités et les instituts de recherche du Canada à intensifier la collaboration internationale en matière de recherche et à accroître le savoir-faire canadien dans des secteurs comme la génomique, les changements climatiques et le génie avancé; et

facilitera la commercialisation des nouveaux produits et services mis au point grâce à des travaux de recherche dans les universités et les centres de recherche gouvernementaux.

Le gouvernement veillera aussi à ce qu'il ait une capacité moderne et efficace en matière de recherche et de sciences au sein de l'administration publique, pour promouvoir la santé, la sécurité et le bien-être économique des Canadiens.

L'infrastructure de l'information

Pour appuyer la circulation des idées et les échanges commerciaux dans des réseaux informatiques, pour brancher les Canadiens à l'autoroute de l'information et accélérer l'implantation du commerce électronique, le Canada devra améliorer son infrastructure de l'information. À cette fin, le gouvernement:

prendra des mesures pour faire du Canada un centre d'excellence en commerce électronique et encourager son utilisation dans l'ensemble de l'économie;

présentera à nouveau un projet de loi visant à protéger les renseignements personnels et commerciaux dans les réseaux électroniques et à reconnaître les signatures électroniques; et

s'appuiera sur le succès du programme Rescol pour fournir aux salles de classe et aux bibliothèques un meilleur accès à Internet à haute vitesse et stimuler la production canadienne de contenus d'apprentissage et d'applications dans le domaine du multimédia.

Le gouvernement deviendra un utilisateur modèle des technologies de l'information et d'Internet. D'ici 2004, nous voulons être connus dans le monde entier comme le gouvernement le mieux branché avec ses citoyens. Les Canadiens et les Canadiennes auront accès à toute l'information et à tous les services gouvernementaux en direct, à l'endroit et au moment qui leur conviennent. Nous nous servons d'un projet pilote en cours pour faire du site www.acces.ca un portail de choix pour accéder à l'information gouvernementale ou aux renseignements communautaires par Internet. Nous encouragerons tous les Canadiens à utiliser cette adresse.

L'économie du savoir n'est pas le simple produit des entreprises de haute technologie. C'est une économie dans laquelle tous les secteurs et toutes les industries s'efforcent d'utiliser les technologies et les procédés de pointe. Dans cette économie, les obstacles traditionnels de distance et d'accessibilité perdent leur importance: les technologies permettent à toutes les collectivités urbaines et rurales, qu'elles soient de l'Atlantique, de l'Ouest ou du Nord, d'être concurrentielles à l'échelle mondiale, et elles ouvrent de nouvelles portes pour tous les Canadiens. C'est une économie où le Canada rural profite d'activités à plus forte valeur ajoutée, d'une gestion des terres plus soucieuse de l'environnement, et de compétences et de perspectives professionnelles élargies. Cette économie a déjà donné naissance à des «grappes» de technologie prometteuses dans les petites collectivités partout au pays. En effet, cette économie permet de donner plus de stabilité contre les cycles du

marché à des régions, rurales surtout, où les industries basées sur les ressources—agriculture, pêches, foresterie, mines, tourisme—sont les sources principales de la richesse. Le gouvernement encouragera la mise au point et l'adoption de nouvelles technologies dans tous les secteurs.

L'infrastructure culturelle

La force du Canada trouve racine dans sa riche diversité. Écrivains, chanteurs, comédiens, cinéastes et artistes donnent vie à notre culture pendant que d'autres consignent notre histoire et protègent notre patrimoine culturel.

Les nouvelles technologies offrent de nouvelles possibilités pour resserrer les liens entre les Canadiens. Le gouvernement inaugurera l'ère numérique de la culture canadienne en reliant 1 000 établissements de tout le pays pour constituer un musée virtuel du Canada. Il mettra en ligne les collections des Archives nationales, de la Bibliothèque nationale et d'autres établissements clés. Il renforcera son appui à la production canadienne dans les domaines de l'édition, du théâtre, du cinéma, de la musique, de la vidéo, et il augmentera en particulier son appui pour promouvoir l'usage des nouveaux médias.

L'infrastructure matérielle

Le Canada devra en outre continuer à améliorer son infrastructure matérielle au XXI^e siècle. Afin d'intensifier le commerce et de stimuler la croissance économique, nous devons nous assurer que nous avons la capacité de transporter les personnes et les biens de façon sécuritaire et efficace. Pour maintenir la qualité de vie dans nos villes et nos communautés rurales, nous devons préserver la pureté de l'air et de l'eau.

Le gouvernement travaillera de concert avec les autres ordres de gouvernement et le secteur privé pour convenir—d'ici la fin de l'an 2000—d'un plan quinquennal visant à améliorer les infrastructures matérielles dans les zones urbaines et dans les régions rurales du pays. Cette entente comportera des principes, des objectifs et des paramètres financiers pour tous les partenaires, afin qu'ils accroissent les ressources consacrées aux infrastructures. Le plan mettra l'accent sur des domaines comme les transports, le tourisme, les télécommunications, la culture, la santé et la sécurité, et l'environnement.

La santé et les soins de qualité pour les Canadiens

La santé et des soins de qualité sont essentiels au bien-être de tous les Canadiens et Canadiennes; ils constituent l'un de nos grands atouts dans le contexte actuel de la mondialisation des marchés. Les progrès réalisés dans les domaines de la technologie, de la recherche et de l'information nous ouvrent de nouvelles perspectives extraordinaires pour améliorer la santé et le bien-être des citoyens.

Les Canadiens s'attendent à ce que leurs gouvernements travaillent de concert pour assurer que le système de santé du Canada demeure moderne et viable. Le gouvernement a récemment confirmé son engagement à l'égard du régime de soins de santé en investissant 11,5 milliards de dollars de plus pour le moderniser en vue du XXI^e siècle. Il continuera à aller de l'avant avec ses partenaires provinciaux et territoriaux et le secteur de la santé pour faire avancer les priorités communes.

Avec ses partenaires, le gouvernement appuiera la mise à l'épreuve d'innovations en matière de prestation intégrée des services, notamment dans des domaines tels les soins à domicile et l'assurance-médicaments, dans le but d'établir un système de santé dont toutes les composantes fonctionneront de façon harmonieuse. À mesure que les résultats de ces innovations seront connus, nous serons mieux à même de prendre des décisions éclairées sur les prochains investissements importants en santé. Ainsi, nous ferons en sorte que notre système de santé national réponde aux besoins changeants de tous les Canadiens.

Un système moderne d'information sur la santé donnera aux professionnels de la santé et aux citoyens l'accès aux renseignements les plus à jour sur les enjeux de l'heure et sur les traitements existants. Le gouvernement veillera à ce que les citoyens de toutes les régions du pays aient accès à cette information pour qu'ils prennent des décisions mieux éclairées.

Le gouvernement protégera la santé des Canadiens en renforçant son programme de salubrité des aliments, en prenant des mesures additionnelles pour régler les problèmes de santé liés à l'environnement, y inclus les risques sanitaires éventuels que présentent les pesticides, et en modernisant la protection de la santé en général dans un monde en évolution.

Nous continuerons en outre à étudier les graves problèmes de santé dans les communautés autochtones et nous appuierons les efforts de ces dernières visant à promouvoir leur bien-être et à renforcer la prestation des services de santé.

La qualité de notre environnement

Le bien-être à long terme de chaque Canadien et Canadienne sur le plan social et économique dépend de l'état de l'environnement naturel. Notre capacité d'adopter des pratiques et des technologies environnementales innovatrices deviendra de plus en plus un autre atout de taille pour le Canada au XXI^e siècle.

L'Adresse

Les Canadiens reconnaissent depuis longtemps les liens qui existent entre un environnement sain et leur qualité de vie. Des citoyens canadiens et des entreprises exemplaires s'efforcent déjà, au sein de leurs propres communautés, de protéger le milieu naturel en repoussant les limites des technologies environnementales, en élargissant les perspectives ouvertes par celles-ci et en exploitant les nouvelles pratiques écologiques.

La qualité de l'environnement dans nos collectivités est aussi liée à l'état de l'environnement des autres collectivités du monde. Seule une intervention concertée à l'échelle mondiale permettra de régler les problèmes comme les changements climatiques et les dangers associés à la présence dans l'environnement de substances toxiques rémanentes.

Au Canada, le gouvernement travaillera avec les autres ordres de gouvernement et avec les citoyens pour respecter l'engagement qu'a pris notre pays, en vertu du Protocole de Kyoto, de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement définira et appliquera des normes antipollution sévères, en particulier pour mieux protéger la santé des enfants, des personnes âgées et des habitants du Nord. Il mettra encore plus l'accent sur le développement durable dans le cadre de ses processus de décision. Il s'attaquera aussi aux faiblesses structurelles décelées dans le système de gestion des substances toxiques. Sur la scène internationale, le Canada fournira un appui technique pour aider les pays en développement à adopter des pratiques viables.

Le gouvernement proposera des projets de loi et des programmes de gestion, collaborant avec les provinces et les territoires pour veiller à ce que les espèces menacées et les habitats dont elles ont besoin soient protégés. Le gouvernement continuera aussi d'élargir le réseau de parcs nationaux du Canada.

Dans ses propres activités, le gouvernement se posera comme modèle d'excellence environnementale. Il agira davantage pour dépolluer les sites fédéraux contaminés. Il renforcera sa capacité scientifique de recherche dans le secteur de l'environnement. Il explorera également de nouvelles technologies de dépollution.

Le gouvernement présentera des rapports réguliers sur les résultats atteints pour répondre aux grandes préoccupations environnementales des Canadiens et des Canadiennes.

Des collectivités plus fortes

Travailler ensemble

De tout temps, les Canadiens ont su s'entraider afin de profiter des occasions qui s'offraient à eux et de relever les défis. Cet engagement à travailler ensemble—pris par les Canadiens, leurs gouvernements et leurs communautés—va permettre au Canada de continuer à réussir face aux enjeux complexes du XXI^e siècle.

L'Entente-cadre sur l'union sociale, conclue plus tôt cette année, constitue un engagement des gouvernements à travailler ensemble pour les Canadiens. Elle prévoit que les gouvernements feront rapport publiquement sur l'efficacité des programmes sociaux. Elle engage aussi les gouvernements à éliminer les obstacles qui entravent de façon non justifiée la mobilité des citoyens à l'intérieur du Canada. Ces obstacles incluent les règles qui font que certaines qualifications ne sont pas reconnues quand un citoyen s'installe dans une autre province, que des étudiants ne peuvent utiliser leurs prêts lorsqu'ils étudient à l'extérieur de leur province, et que des services essentiels sont parfois refusés à certains citoyens—y inclus ceux qui ont des handicaps—en raison de leur province d'origine. Le gouvernement du Canada est résolu à travailler avec ses partenaires pour respecter les échéances établies dans l'Entente-cadre sur l'union sociale, en vertu desquelles tous les obstacles injustifiés à la mobilité seront éliminés au plus tard en 2002.

En 2001, les Canadiens et les Canadiennes souligneront l'Année internationale des bénévoles, en célébrant les réalisations de ces héros de notre vie quotidienne. Le gouvernement reconnaît qu'il importe d'établir des partenariats avec les communautés et de renouveler sa relation avec les organismes bénévoles qui les aident et les soutiennent. Il conclura un accord national avec le secteur bénévole, jetant ainsi les bases nouvelles d'un partenariat dynamique avec des organisations qui sont au service des Canadiens et des Canadiennes.

Pour être fortes, les communautés doivent pouvoir compter sur la pleine participation de tous leurs membres. Le gouvernement poursuivra donc ses efforts auprès des autres gouvernements, du secteur privé, des organismes bénévoles et de tous les citoyens pour bâtir des communautés au sein desquelles seront pleinement incluses les Canadiens ayant des handicaps, et où les nouveaux Canadiens se sentiront chez eux.

En outre, le gouvernement continuera à travailler de concert avec ses partenaires dans tous les secteurs pour s'attaquer aux causes profondes à l'origine de la situation des sans-abri et pour aider les collectivités à répondre aux besoins de leurs membres, entre autres en matière de logement.

Promouvoir des communautés plus sûres

Les Canadiens sont à juste titre fiers d'avoir créé des collectivités où les citoyens se sentent en sécurité. Il s'agit d'un élément clé de la qualité de vie et d'un facteur qui contribue à l'avantage concurrentiel du Canada.

Le gouvernement collaborera avec les Canadiens pour que nos communautés demeurent sûres. Il travaillera de manière équilibrée, en combinant d'une part une approche axée sur la prévention et l'action communautaire et, d'autre part, des mesures destinées à combattre la criminalité grave. Il élargira la stratégie communautaire de prévention du crime, et présentera à nouveau un projet de loi pour réformer le système de justice pour les jeunes. Le gouvernement luttera contre le trafic des stupéfiants tout en aidant les communautés à assister les victimes. Il lancera un programme de justice réparatrice qui aidera les victimes à se remettre de leurs traumatismes et donnera aux délinquants non violents l'occasion de contribuer à réparer les torts qu'ils ont causés.

Le gouvernement s'attachera à contrer les nouvelles menaces qui planent sur les Canadiens et sur leurs voisins dans le monde. Il poursuivra sa lutte contre la criminalité, qui se pratique de plus en plus à l'échelle mondiale, dont le blanchiment d'argent, le terrorisme et les réseaux criminels d'immigration illégale, la contrebande des stupéfiants et des armes.

Le gouvernement renforcera les moyens dont disposent la GRC et d'autres organismes pour lutter contre les menaces à la sécurité publique au Canada et collaborer avec les organismes compétents d'autres pays. Il modernisera en outre les lois pour mieux assurer la sécurité publique.

De plus, le gouvernement du Canada continuera à travailler étroitement avec le gouvernement des États-Unis pour moderniser notre frontière commune en vue du XXI^e siècle.

Renforcer les relations avec les peuples autochtones du Canada

La contribution des peuples autochtones du Canada a modelé notre patrimoine et continuera d'enrichir notre pays au cours du prochain siècle. Le gouvernement continuera de s'appuyer sur la solide base de réconciliation et de renouveau définie dans *Rassembler nos forces: le plan d'action du Canada pour les questions autochtones*.

Nous édifions maintenant des partenariats plus solides avec les Autochtones, en concentrant nos efforts sur l'amélioration de leurs conditions de vie et, de plus en plus, sur le renforcement de leurs économies. Les peuples autochtones seront donc en mesure de participer et de contribuer plus étroitement au développement économique du Canada et au bien-être de la société.

Le fait de promouvoir le principe de bon gouvernement et l'imputabilité dans les communautés des Premières Nations augmentera la confiance des investisseurs, appuiera les partenariats économiques et améliorera les conditions de vie. Les ententes de règlement des revendications territoriales, en particulier, sont des éléments essentiels pour engendrer la certitude dont les Autochtones et les collectivités avoisinantes ont besoin; elles créent un climat propice aux partenariats, aux investissements et à la croissance économique. Au début de la nouvelle session du Parlement, le gouvernement présentera un projet de loi mettant en oeuvre l'accord historique avec les Nisga'a.

La place du Canada dans le monde

À l'aube du XXI^e siècle, le Canada est bien placé pour montrer la voie qui mène à un monde plus sûr. Les Canadiens ont aujourd'hui la meilleure qualité de vie au monde parce qu'ils se sont occupés des besoins des individus. Nous possédons l'expérience voulue pour mettre de l'avant un programme amélioré visant la sécurité humaine dans le but de protéger les populations civiles contre les menaces qui planent sur leurs droits, leur sécurité et leur vie.

Le Canada est un pays ouvert sur le monde. Son économie est axée sur le commerce et sa population est originaire des quatre coins de la terre. Sur la scène internationale, nous avons la réputation d'apporter une contribution unique, que ce soit grâce à notre apport à l'élimination des mines terrestres, aux efforts de l'OTAN et des Nations unies au Kosovo, à l'aide au développement en Asie et en Afrique, à la création du Tribunal pénal international ou au renouvellement du système financier international.

Alors que la guerre froide devient chose du passé, il y a un plus grand besoin d'adopter aux questions de sécurité nationale une approche cherchant à répondre aux problèmes de plus en plus graves qui touchent la sécurité des personnes: celle des enfants qui sont utilisés comme soldats au combat, celle des citoyens privés de leurs droits, celle des civils victimes de conflits ou celles des personnes touchées par les crises économiques, les catastrophes naturelles, les maladies à grande échelle ou la dégradation de l'environnement.

L'Adresse

Les Canadiens et les Canadiennes reconnaissent que leur qualité de vie est en partie tributaire de celle de leurs voisins, ceux avec qui ils partagent la planète. Un monde où les personnes sont en sécurité est un monde où moins de gens ont à fuir leur foyer, où il y a moins de crime et de terrorisme, et où il y a moins de risques associés à la maladie et à la pollution.

Le gouvernement accordera une importance accrue à la sécurité humaine dans sa politique étrangère et il oeuvrera pour que les instances mondiales réalisent des progrès véritables dans le cadre d'une démarche internationale pour la sécurité humaine.

L'Assemblée générale des Nations unies tiendra en 2001 une session extraordinaire portant sur les enfants. Dans l'esprit du partenariat qui a mené au traité historique d'interdiction des mines terrestres, le gouvernement travaillera en vue d'adopter des ententes internationales clés pour protéger les droits des enfants. Le Canada se fera le champion des efforts visant à abolir l'exploitation des enfants, notamment en ce qui concerne leur utilisation comme soldats lors de conflits armés, et aidera à faire face au drame des enfants victimes du VIH et du sida.

Le gouvernement agira en outre de concert avec des pays partageant les mêmes visions pour réformer et renforcer des institutions multilatérales comme les Nations unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce. Il s'appliquera aussi à définir une nouvelle approche internationale pour appuyer la diversité culturelle dans le monde.

Pour confirmer le leadership du Canada dans l'Arctique, le gouvernement esquissera une politique étrangère pour le Nord visant à améliorer la coopération, protéger l'environnement, favoriser le commerce et l'investissement et appuyer la sécurité des habitants de la région.

Le gouvernement accroîtra son aide internationale au développement et travaillera de façon créatrice pour aider les pays pauvres à améliorer la qualité de vie de leurs citoyens.

Le gouvernement continuera également de veiller à ce que les Forces canadiennes soient en mesure d'appuyer le rôle du Canada pour contribuer à la sécurité dans le monde et il s'efforcera d'accroître la capacité des Canadiens et des Canadiennes d'aider à assurer la paix et la sécurité dans des pays étrangers.

Remplir la promesse du Canada pour le XXI^e siècle

Au moment de célébrer l'avènement du nouveau millénaire, nous pouvons regarder notre passé avec fierté et envisager l'avenir avec confiance. À l'instar des générations qui nous ont précédés, nous ferons face à de nouveaux défis. Mais grâce à nos valeurs et à notre expérience collective, nous pouvons faire en sorte que le Canada reste le meilleur pays du monde pour ses habitants—le lieu idéal pour élever des enfants, apprendre, exploiter les possibilités, se joindre à des communautés riches, diversifiées et sécuritaires et admirer la beauté de la nature.

Tous les Canadiens—chaque citoyen, chaque gouvernement, chaque entreprise et chaque organisme communautaire—ont un rôle à jouer pour assurer l'avenir du Canada. Nous bâtissons le XXI^e siècle ensemble.

Mesdames et Messieurs les députés,

Vous serez appelés à voter les crédits nécessaires pour financer les services et les dépenses approuvés par le Parlement.

*Honorables sénateurs et sénatrices,
Mesdames et Messieurs les députés,*

En tant que représentants de la population canadienne d'un océan à l'autre, vous avez un devoir spécial, une responsabilité plus grande de poursuivre l'excellence au service de votre pays.

Il faut que les Canadiens et les Canadiennes de demain puissent dire, en considérant le présent Parlement, qu'il se composait d'hommes et de femmes déterminés à bâtir un Canada plus fort et une meilleure qualité de vie pour leurs enfants et leurs petits-enfants.

Puisse la Divine Providence vous guider dans vos délibérations.

[Français]

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.) propose:

Que le discours du Trône que son Excellence la Gouverneure générale a prononcé aujourd'hui devant les deux Chambres du Parlement soit pris en considération plus tard aujourd'hui.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

VACANCE DE SIÈGE

YORK-OUEST

Le Président: J'ai le devoir d'informer la Chambre qu'une vacance est survenue à la Chambre. Il s'agit du siège de l'honorable Sergio Marchi, député de la circonscription électorale de York-Ouest, qui a démissionné le 3 août 1999.

[Français]

Conformément à l'alinéa 25(1)b) de la Loi sur le Parlement du Canada, j'ai adressé au Directeur général des élections, le mardi 3 août 1999, l'ordre officiel d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir à cette vacance.

MONT-ROYAL

Le Président: Il est de mon devoir d'informer la Chambre que j'ai reçu avis d'une vacance survenue à la Chambre, à savoir: Mme Sheila Finestone, députée de la circonscription électorale de Mont-Royal, qui a démissionné le 10 août 1999.

[Traduction]

Conformément à l'alinéa 25(1)b) de la Loi sur le Parlement du Canada, j'ai transmis mon mandat au directeur général des élections, le mardi 10 août 1999, afin de l'autoriser à émettre un nouveau décret de convocation des électeurs pour cette circonscription.

[Français]

HULL—AYLMER

Le Président: Il est de mon devoir de faire savoir à la Chambre que la vacance suivante est survenue dans la députation: M. Marcel Massé, député de la circonscription électorale de Hull—Aylmer, qui a démissionné le 10 septembre 1999.

[Traduction]

Conformément à l'alinéa 25(1)b) de la Loi sur le Parlement du Canada, j'ai transmis mon mandat au directeur général des élections, le vendredi 10 septembre 1999, afin de l'autoriser à émettre un nouveau décret de convocation des électeurs pour cette circonscription.

* * *

COMITÉS PLÉNIERS

NOMINATION DU VICE-PRÉSIDENT

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je propose:

Que M. Ian McClelland, député de la circonscription d'Edmonton-Sud-Ouest, soit nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

● (1605)

M. Randy White (Langley—Abbotsford, Réf.): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi d'appuyer la motion. Elle permettra au député d'Edmonton-Sud-Ouest de passer deux autres années en formation à la Chambre, ce qui pourrait un jour lui permettre d'en devenir le Président. Tous les députés devraient

savoir que le parti réformiste est tout à fait disposé à envoyer davantage de Présidents au fauteuil. Lorsque nous serons au pouvoir après les prochaines élections, le député sera alors en mesure d'occuper le fauteuil de la présidence.

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): M. le Président, je suis heureux que le député ait appuyé ma motion. Je crois qu'il se prépare à proposer bon nombre de motions à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique dans les années à venir. Il a donc besoin d'un peu de pratique.

(La motion est adoptée.)

[Français]

NOMINATION DE LA VICE-PRÉSIDENTE ADJOINTE

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): propose:

Que M^{me} Thibeault, de la circonscription électorale de Saint-Lambert, soit nommée vice-présidente adjointe des Comités pléniers de la Chambre.

(La motion est adoptée.)

* * *

LES CRÉDITS

L'hon. Lucienne Robillard (présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, je propose:

Que la Chambre étudie les travaux des subsides à sa prochaine séance.

(La motion est adoptée.)

Le Président: Il est de mon devoir d'informer la Chambre que cinq jours au total devront être désignés pour la période des subsides se terminant le 10 décembre 1999.

* * *

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

L'hon. Don Boudria (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je propose:

Que les changements suivants soient apportés à la composition du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre: M^{me} Bakopanos, M. Bonin, M. Lee, M. McNally, M^{me} Parrish et M. Pickard pour M. Adams, M. Baker, M. Charbonneau, M. Fontana, M. Grewal et M. Myers.

(La motion est adoptée.)

L'hon. Don Boudria (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je pense que vous constaterez que la motion suivante fait l'unanimité:

Que le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre soit autorisé à se rencontrer le 13 octobre 1999 aux fins du paragraphe 106(2) du Règlement.

L'Adresse

• (1610)

Le Président: Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

L'hon. Don Boudria (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je propose:

Que le discours de Son Excellence, la gouverneure générale, et l'allocation de bienvenue du premier ministre, dans la salle du Sénat le 7 octobre 1999, soient imprimés en annexe du compte rendu officiel des débats à la Chambre des communes et soient versés aux archives de la présente législature.

(La motion est adoptée.)

* * *

LE DISCOURS DU TRÔNE

L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre passe à l'étude du discours prononcé par Son Excellence la Gouverneure générale à l'ouverture de la session.

M. Rick Limoges (Windsor—St. Clair, Lib.): Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur, que j'accepte avec une profonde humilité, de proposer avec l'appui de la députée de Laval-Ouest la motion sur l'adresse en réponse au discours du Trône.

Je tiens à rendre hommage à Son Excellence la Gouverneure générale et à la remercier du discours qu'elle a prononcé devant les deux Chambres. Je la félicite sincèrement de sa nomination, qui marquera notre histoire, et je lui adresse mes meilleurs vœux de succès dans les années à venir.

Qu'il me soit permis également de remercier le très honorable premier ministre et le gouvernement de l'honneur qui m'est fait, à titre de député récemment élu dans la circonscription de Windsor—St. Clair.

Les députés savent que j'ai succédé cette année à mon amie, la regrettée Shaughnessy Cohen, ancienne collègue des députés. Shaughnessy avait un cœur d'or et une personnalité attachante. Elle a fort bien servi ses électeurs, et j'entends faire valoir avec autant d'enthousiasme qu'elle les intérêts de mes électeurs.

La circonscription de Windsor«St. Clair est unique en son genre, car elle incarne l'excellence qui fait du Canada un pays où il fait si bon vivre. Ses habitants sont des travailleurs acharnés et qui savent respecter les règles. Ils s'occupent bien de leur famille et font preuve d'une grande sollicitude à l'égard de leur collectivité et de leur pays.

J'en veux pour preuve le fait que, au cours des 30 dernières années, la région de Windsor-Essex a été celle qui a fait les dons par habitant les plus généreux à Centraide. La grande fierté et le profond attachement à la communauté que j'observe tous les jours à

L'Adresse

Windsor et à Tecumseh confèrent une signification toute particulière à mon mandat de député de cette circonscription.

[Français]

Comme c'est le cas dans de nombreuses autres localités du Canada, Windsor—St. Clair a une communauté francophone active et rayonnante dont je suis fier d'être membre. Mes parents, et leurs parents avant eux, savaient l'importance de préserver leur langue et leur culture et connaissaient les défis à relever pour y parvenir. C'est un défi que j'affronte tous les jours, tout comme mes enfants. Notre gouvernement a beaucoup fait pour enchâsser les droits des Canadiens francophones d'un océan à l'autre.

Windsor est fière de son patrimoine à titre de capitale canadienne de l'automobile. Windsor est tout aussi fière d'avoir en son sein la firme Hiram Walker, productrice du célèbre whisky Canadian Club. Les entreprises établies depuis longtemps à Windsor s'en tirent très bien sous notre gouvernement, mais la ville a progressé au-delà de sa base industrielle traditionnelle d'assemblage et de manufacture.

• (1615)

Le Casino de Windsor est devenu l'attraction touristique numéro un au Canada, attirant plus de 20 000 visiteurs par jour. Ce casino a des retombées positives. Il a notamment créé des milliers d'emplois bien rémunérés et procure des millions de dollars de nouveaux revenus au gouvernement provincial, provenant principalement des États-Unis.

[Traduction]

L'économie de Windsor change aussi sur d'autres plans. Par exemple, grâce aux investissements de notre gouvernement dans le développement des compétences et de la technologie, Windsor est maintenant la capitale mondiale de l'usinage et du moulage. Notre ville abrite plus de 100 firmes de design de haute technologie qui utilisent des ordinateurs et des appareils ultramodernes et font appel à la robotique.

Les leaders industriels de notre collectivité, comme Tony Toldo, la famille Rodzik, Michael Soltz et Steve Reko, témoignent du leadership du Canada dans la fabrication de produits de qualité, le design industriel et la recherche.

Depuis que notre gouvernement est au pouvoir, Windsor a profité d'investissements de sociétés assez considérables. Les trois principaux constructeurs d'automobiles, General Motors, Ford et Daimler-Chrysler, ont tous trois consenti des investissements importants qui profiteront en permanence à Windsor et au Canada tout entier.

Aux investissements dans de nouvelles usines et à la modernisation des usines et équipements en place est venu s'ajouter un nouveau centre de recherche automobile de pointe. Ce centre est le fruit d'un partenariat entre le gouvernement, l'université de Windsor et Daimler-Chrysler Canada. C'est un centre ultramoderne où l'on utilise la conception assistée par ordinateur et la technologie des télécommunications.

De tels investissements sont autant de signes de confiance à l'égard de l'économie canadienne et à l'égard de la compétence, de l'instruction et de l'efficacité des travailleurs canadiens. Ils témoi-

gnent aussi d'un degré élevé de confiance envers notre gouvernement et notre premier ministre.

Bien entendu, en représentant Windsor, je prends le relais à la suite de très grosses pointures. Paul Martin père, Eugène Whelan et Mark MacGuigan se sont distingués au sein du gouvernement en tant que représentants très efficaces de leurs concitoyens.

Mon collègue, l'actuel député de Windsor-Ouest et vice-premier ministre, a non seulement servi les habitants de notre région pendant toute sa longue et distinguée carrière, mais il a également travaillé au nom de tous les Canadiens.

Ces hommes et mon prédécesseur immédiat m'offrent des exemples inspirants de ce que signifie la fonction de député. Mais je dois dire que mon intérêt pour le service public m'a été transmis par mes parents. Ils ont inculqué à leurs enfants l'importance de faire une contribution valable à notre collectivité et au monde qui nous entoure. C'est pourquoi j'ai siégé 14 ans au conseil municipal de Windsor avant de me joindre aux députés de cette Chambre.

Lorsque j'ai décidé de me porter candidat comme député du Parlement, c'était parce que je voulais aider les Canadiens à concrétiser leurs rêves. Je voulais contribuer à mettre en valeur les réalisations du gouvernement.

Au cours de ma carrière précédente dans le secteur bancaire, j'ai eu de nombreuses occasions d'aider des gens à réaliser leurs rêves. J'ai travaillé auprès de femmes et d'hommes qui demandaient des prêts étudiants, des prêts pour l'achat de leur première voiture, des hypothèques pour acheter leur première maison ou des prêts pour lancer une nouvelle entreprise. J'ai aidé des gens à investir leurs économies et à planifier leurs années de retraite. J'ai été à l'écoute de leurs rêves et de leurs projets d'avenir.

Je me rappelle également de l'époque où les Canadiens envisageaient l'avenir avec crainte, nourrissaient un sentiment d'insécurité au sujet de leur emploi ou ne pouvaient en trouver un. Je me rappelle de l'époque où le déficit budgétaire était énorme, où les taux d'intérêt étaient élevés et où la dette nationale montait en flèche. La plupart d'entre nous doutaient sérieusement que le régime de retraite du pays serait encore en place lorsque viendrait notre tour de prendre notre retraite.

On parlait peu de rêves et d'avenir, et on parlait davantage de la difficulté de survivre jusqu'à la fin de la semaine. C'était il y a six ans.

[Français]

Le leadership et l'approche équilibrée dont ont fait preuve le premier ministre et le ministre des Finances ont permis à ce gouvernement d'avoir réalisé beaucoup de choses à ce jour. Au fil des ans, le gouvernement a fait d'importantes réductions d'impôt, éliminé le déficit et il a commencé à rembourser la dette nationale.

Notre gouvernement investit dans des priorités comme les soins de santé, l'éducation et l'innovation technologique pour préparer le Canada au XXI^e siècle. Aujourd'hui, le taux de chômage de Windsor n'est plus que la moitié de ce qu'il était en 1993, et l'économie locale est très forte.

Maintenant, quand je rencontre mes anciens clients, ils me parlent à nouveau de leurs rêves. Ils ont un espoir renouvelé en l'avenir.

L'Adresse

• (1620)

Ici, au Canada, nous connaissons actuellement la plus longue période de croissance économique depuis les années 1960. Le taux de chômage est maintenant de 7,5 p. 100. C'est le taux le plus bas depuis juin 1990, et presque quatre points plus bas que celui de 11,4 p. 100 dont notre gouvernement a hérité quand il est arrivé au pouvoir en octobre 1993. Plus de 1,7 million d'emplois ont été créés depuis octobre 1993.

Dans le dernier budget, nous avons annoncé 7,7 milliards de dollars en allègements d'impôts au cours de trois années, et les allègements d'impôts annoncés dans nos deux derniers budgets, qui se chiffrent à 16,5 milliards de dollars, bénéficieront à tous les contribuables. En fait, 600 000 Canadiens à faible revenu ne paieront aucun impôt fédéral sur leur revenu. Ils ne paieront pas une cenne!

Nous avons présenté notre deuxième budget équilibré ou excédentaire de suite. Nous avons proposé un plan fiscal de quatre budgets consécutifs équilibrés ou excédentaires. Cela ne s'est vu que deux autres fois depuis les débuts de la Confédération.

Pour renforcer la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, nous avons annoncé un investissement supplémentaire de plus de 500 millions de dollars pour créer les instituts canadiens de recherche en santé.

[Traduction]

Voilà un bilan de réalisations fidèles à nos engagements, un bilan dont notre gouvernement peut être fier. Ce bilan témoigne de la vision et de la direction éclairée de notre premier ministre. chose plus importante, ce sont des réalisations qui ont amélioré la vie de tous les Canadiens.

Il reste encore bien davantage à faire. Nous devons continuer d'alléger réellement le fardeau fiscal des Canadiens, et d'une façon responsable. Nous devons continuer de réduire la dette nationale et nous devons continuer de favoriser le développement d'un climat dans lequel les entrepreneurs puissent réussir dans leurs entreprises, le talent et le travail acharné trouver leur récompense, et les Canadiens être confiant dans leur avenir économique.

En même temps, nous devons bâtir sur les points forts de notre système national de santé et prendre des mesures pour le moderniser de manière à le préparer à relever les défis du XXI^e siècle. Nous devons assurer aux familles le cadre de soutien dont elles ont besoin pour veiller à ce que les enfants canadiens, nos enfants, bénéficient du meilleur départ possible dans la vie.

En collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, nous avons ouvert un autre front dans la guerre à la pauvreté en créant le régime national de prestations pour enfants, le nouveau programme social le plus important depuis le régime d'assurance-maladie. Il faut une nouvelle approche innovatrice pour venir en aide aux familles à faible revenu qui ont des enfants. Ce programme aide les parents à faire la transition entre l'aide sociale et le marché du travail. La contribution du gouvernement du Canada au régime national de prestations pour enfants réside dans la prestation fiscale canadienne pour enfants, la PFCE. Nous avons promis de bonifier la PFCE de 2 milliards de dollars d'ici la Fête du Canada de l'an 2000. Cela signifie qu'une famille ayant deux enfants et un revenu de

20 000 \$ pourra toucher plus de 3 700 \$ grâce à la prestation fiscale canadienne pour enfants.

Nous devons investir dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique pour assurer notre place dans une économie du savoir. Cette année, le Canada est devenu le premier pays au monde à brancher toutes les écoles publiques et toutes les bibliothèques publiques à Internet. Brancher tous les Canadiens à ce service demeure une des priorités de notre gouvernement. Pour profiter d'un avantage concurrentiel, les Canadiens doivent absolument avoir accès à haute vitesse à Internet.

Mentionnons également certains investissements, comme le Programme de bourses d'études du millénaire dans le cadre duquel, dès l'an prochain et pour une période de dix ans, plus de 100 000 bourses d'études seront accordées chaque année à des étudiants du niveau postsecondaire à revenu faible ou moyen, ainsi que certains programmes, comme la subvention canadienne pour l'épargne-études grâce à laquelle notre gouvernement fait augmenter les nouvelles cotisations versées aux régimes enregistrés d'épargne-études, aux REEE. Cette nouvelle initiative plaît énormément aux parents qui épargnent pour payer des études à leurs enfants. Plus de 300 000 nouveaux REEE ont été ouverts depuis l'annonce, faite l'an dernier, de cette nouvelle subvention.

• (1625)

Il ne faut pas oublier des programmes comme la Stratégie emploi jeunesse qui a réuni plus de 2 milliards de dollars, provenant de sources nouvelles et existantes, pour financer les programmes et les services dont les jeunes ont besoin pour acquérir des compétences et de l'expérience de travail, trouver un emploi et planifier leur carrière. Il s'agit d'un programme que notre premier ministre a renouvelé en décembre dernier, tout en augmentant considérablement son financement.

[Français]

Étant donné qu'il faut agir dans tous ces domaines, je suis heureux de constater que le discours du Trône présente un programme activiste. À titre de dernier discours du Trône du XX^e siècle, le document dévoilé aujourd'hui est un véritable plan d'action qui jette les bases d'un avenir prometteur.

Une de mes priorités de député fédéral est d'essayer d'améliorer notre système routier national, car ce réseau de transport est un élément vital de la qualité de vie de tous les Canadiens et Canadiennes.

On y transporte les produits que nous vendons. Les aliments que nous mangeons y voyagent vers nos villes et nos localités. Il est la colonne vertébrale de notre industrie du tourisme et les artères de notre commerce extérieur. Notre système routier doit être sécuritaire et doit bien fonctionner pour assurer notre prospérité.

[Traduction]

Je fais de l'environnement une autre de mes priorités. Les habitants de la circonscription que je représente, Windsor—St. Clair, sont victimes de la pollution transfrontalière, sans parler de la pollution qu'ils produisent eux-mêmes. Ces dernières années, les Canadiens se sont sensibilisés à tous les types de pollution. Même si de nombreuses entreprises tentent de dépolluer leurs opérations, comme la Société Ford du Canada qui respecte la norme ISO 14001

L'Adresse

dans ses usines locales, des citoyens craignent que certains membres des divers gouvernements négligent leurs responsabilités en matière environnementale. Cette sensibilisation à la question de l'environnement explique pourquoi les activistes écologiques ne se trouvent plus parmi les marginaux, mais bien parmi les simples citoyens de notre société.

Ayant appris à connaître notre nouveau ministre de l'Environnement, je suis convaincu plus que jamais que nous parviendrons à faire des progrès réels. Cette impression a été renforcée par la vision dont témoigne le discours du trône. Un des meilleurs moyens de réussir consiste à appuyer la recherche et le développement dans le domaine des technologies non polluantes. Le printemps dernier, par exemple, Daimler-Chrysler a dévoilé la première automobile nord-américaine à pile à combustible sans émission polluante. La pile à combustible Ballard a été mise au point au Canada et fait l'objet d'essais très concluants dans le transport en commun. De telles innovations permettent de réduire beaucoup les émissions de gaz à effet de serre.

Je voudrais terminer en laissant une image à la Chambre. Lors des dernières élections, les Canadiens ont choisi les libéraux pour faire entrer le Canada dans le XXI^e siècle. Pour une sixième année consécutive, les Nations Unies ont déclaré que le Canada était le meilleur endroit au monde où vivre. En présentant sa vision encourageante de l'avenir plus tôt aujourd'hui, le gouvernement a déclaré qu'il était prêt pour le nouveau millénaire. Ensemble, nous pouvons édifier une société qui atteint un bon équilibre entre les investissements économiques et le respect de l'environnement, entre le soutien de l'innovation et le soutien de la diversité culturelle.

Avec une approche équilibrée, nous pouvons construire une société où tous les Canadiens ont leur place et dont nous retirons tous les récompenses. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que le Canada demeure le meilleur pays du monde où investir, apprendre, travailler et vivre au XXI^e siècle. Ce faisant, nous renforcerons la fierté qu'apporte aux Canadiens le fait d'appartenir à un pays aussi vaste, diversifié et beau que le Canada, un pays parsemé de collectivités comme la mienne, où les citoyens se soucient d'autrui.

Je propose, appuyé par la députée de Laval-Ouest, que l'adresse suivante soit présentée à Son excellence la gouverneure générale du Canada:

À Son Excellence la très honorable Adrienne Clarkson, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, Chancelière et Compagne principale de l'Ordre du Canada, Chancelière et Commandeure de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneure générale et Commandante en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et très fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

• (1630)

[*Français*]

Mme Raymonde Folco (Laval-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il me fait grand honneur d'appuyer la motion sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

Mais tout d'abord, qu'il me soit permis de remercier le premier ministre du Canada de me permettre d'appuyer cette motion devant le Parlement du Canada et de remercier également les électeurs et les électrices de la circonscription de Laval-Ouest qui m'ont confié la tâche et l'immense honneur de les représenter au Parlement fédéral.

En tant qu'élue, je continuerai à travailler avec mes collègues ainsi qu'avec l'entreprise privée et le secteur des ONG pour faire place aux défis qui se présentent à l'aube des années 2000 et dont le discours du Trône a tracé les contours.

La circonscription de Laval-Ouest, au Québec, est parfaitement représentative de la population du Québec et du Canada. En effet, s'y côtoient des Canadiens de toutes les origines, des francophones en majorité, mais aussi de nombreux anglophones, des Canadiens d'origine grecque, portugaise, arménienne, libanaise, égyptienne, antillaise, juive, et j'en passe.

La circonscription elle-même possède une importante partie rurale surtout axée sur l'industrie horticole, ainsi qu'une partie très urbaine caractéristique de la grande métropole qu'est Laval. On y trouve des familles à revenus faibles, moyens et élevés. Il s'agit d'une communauté qui travaille fort et ensemble, et qui, comme l'ensemble du Canada, sait affirmer sa diversité dans l'unité.

Laval est la deuxième grande ville du Québec. Depuis sa fondation, elle a orienté ses activités vers le secteur secondaire, sans pour autant se dépouiller de tout son secteur primaire. Depuis les 15 dernières années, Laval mise sur les secteurs de la haute technologie, les secteurs industriel, commercial et financier.

Les priorités mises de l'avant par notre gouvernement dans le discours du Trône rejoignent tout à fait les attentes et les priorités des familles lavalloises: une société prospère et en santé.

En fait, la famille et les enfants forment la fondation de notre société de demain. Plus on soignera la petite enfance d'aujourd'hui, mieux sera leur avenir, notre avenir. Des dizaines d'organismes communautaires et sans but lucratif travaillent déjà quotidiennement dans le but de venir en aide aux familles à revenu faible et moyen. C'est avec une attitude positive et responsable que notre gouvernement entend donner l'espoir aux familles lavalloises, aux familles canadiennes.

Alors que j'écoutais Son Excellence faire la lecture du discours du Trône, il y a quelques minutes, une pensée me revenait constamment à l'esprit. Je crois que chaque député en cette Chambre, au-delà de toute divergence d'opinions, pensait exactement la même chose, c'est-à-dire que le chemin parcouru par notre pays au cours des six dernières années, le travail accompli par tous les Canadiens et Canadiennes est franchement remarquable.

J'aimerais prendre un instant pour rappeler ce qu'était la position du Canada il y a six ans: le chômage atteignait 11,4 p. 100; l'inflation et les taux d'intérêt élevés minaient notre économie; nous étions aux prises avec un déficit record de 42 milliards de dollars qui continuait de s'alourdir et de gonfler la dette de notre pays.

En somme, le Canada était au bord de la faillite et un sérieux coup de barre s'imposait.

Ce gouvernement a donc été élu avec le mandat de redresser la situation. Les Canadiens et les Canadiennes savaient que cela allait

signifier des années difficiles et de nombreux sacrifices, mais ils savaient également qu'ils pouvaient compter sur nous pour les écouter, pour travailler en collaboration avec eux et pour faire les choix qui s'imposaient, tout en tenant compte de leurs valeurs et de leurs priorités. Nous avons la confiance des Canadiens et nous savons que nous pouvions, nous aussi, leur faire confiance.

• (1635)

Regardons où nous en sommes aujourd'hui: un pays de 30 millions d'habitants où le chômage est à son plus bas niveau en 10 ans. L'ère des déficits budgétaires est révolue.

L'inflation et les taux d'intérêt sont sous contrôle, ce qui fait en sorte que de nombreux Canadiens sont maintenant capables d'acheter une maison, de fonder une famille, sans craindre d'engager des dépenses faramineuses.

De plus, les Canadiens paient maintenant de moins en moins d'impôt. Les orientations du discours du Trône leur indiquent que leur revenu net augmentera au cours des années à venir.

Notre gouvernement a fait cela, tout en sachant que gouverner un pays est bien plus qu'un exercice comptable. L'équilibre budgétaire n'est pas une fin en soi, pas plus que la réduction des impôts. Ce sont plutôt des moyens pour réaliser une vision, notre vision, celle de tous les Canadiens et Canadiennes: un Canada fort, uni, prospère, où la qualité de vie est inégalée dans le monde, un Canada qui repousse toujours plus loin les limites de sa réussite.

[Traduction]

Pendant que certains voudraient nous voir vivre dans le passé, notre gouvernement a toujours eu les yeux fixés sur l'avenir, celui de notre pays et celui de chaque Canadien et Canadienne, et l'avenir commence avec les familles et les enfants. L'avenir, cela commence par donner à chaque jeune Canadien une chance de réussir dans la nouvelle économie basée sur la connaissance et d'améliorer sa qualité de vie. Notre gouvernement n'a pas de plus grande priorité.

C'est pour cette raison que, au cours des dernières années, nous avons posé les pierres angulaires du programme national pour les enfants en tenant particulièrement compte des familles à faible revenu ayant des enfants. À l'instar de nos partenaires, nous avons réalisé des progrès considérables jusqu'à maintenant. Nous avons créé la Prestation nationale pour enfants grâce à laquelle les familles à faible revenu reçoivent chaque année 1,7 milliards de dollars pendant que les gouvernements provinciaux et territoriaux réinvestissent dans des services complémentaires. Le gouvernement s'est déjà engagé à porter les fonds à 2 milliards de dollars en juillet 2000. Et ce n'est pas tout.

En ce moment même, des centaines de projets visant à aider les enfants et les parents ont été mis en oeuvre d'un bout à l'autre du Canada grâce à des programmes fédéraux, projets qui profitent de programmes comme l'Initiative d'aide préscolaire aux autochtones, lesquels ont été récemment élargis pour s'appliquer aux enfants qui habitent des réserves, ou le Programme de nutrition prénatal, qui finance des groupes communautaires chargés de conseiller et d'aider des femmes risquant d'avoir des bébés en mauvaise santé, ou le Programme d'action communautaire pour les enfants, qui finance des groupes communautaires afin qu'ils puissent répondre aux besoins de développement des enfants à risque de la naissance

L'Adresse

jusqu'à l'âge de six ans. Nous avons fait tout cela pendant que nous luttons pour reprendre la maîtrise des finances publiques. Pensez à ce que nous pourrions faire maintenant.

Le gouvernement s'est engagé à accroître les ressources pour le développement de la petite enfance, à accorder une aide ciblée aux familles à faible revenu avec enfants et à promouvoir un milieu de travail respectueux de la famille. Nous allons continuer de travailler avec nos partenaires, les provinces et les territoires à améliorer le soutien communautaire au développement de la petite enfance. Nous allons continuer d'investir dans la Prestation nationale pour enfants. Nous allons continuer d'accroître le revenu disponible des familles par d'autres allègements fiscaux. Nous allons donner aux parents la liberté de passer plus de temps avec leurs enfants. Nous allons mettre en oeuvre des politiques du milieu de travail qui sont plus favorables aux familles et nous allons moderniser le droit familial en accordant la priorité aux besoins des enfants.

[Français]

Les réalisations de notre gouvernement en vue d'aider les jeunes à réussir ne s'arrêtent pas là. Au cours des dernières années, nous avons également mis en oeuvre la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, conçue pour assurer aux Canadiens un accès plus facile et plus abordable à l'éducation et à la formation.

Nous avons créé la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire et l'avons dotée d'un fonds de 2,5 milliards de dollars pour distribuer, à compter de janvier prochain, plus de 100 000 bourses par année à des étudiants de niveau postsecondaire à revenu faible ou moyen.

• (1640)

Nous avons créé la subvention canadienne pour l'épargne-études pour aider les Canadiens à investir dans l'avenir de leurs enfants. Nous avons accordé un dégrèvement fiscal pour les paiements d'intérêt sur les prêts d'études. Nous avons aussi mis en oeuvre d'autres programmes dont les bénéficiaires continueront à se faire sentir pour des années encore, à savoir: la Stratégie emploi-jeunesse, Rescol, le Programme d'accès communautaire au réseau internet et le programme «Des ordinateurs pour les écoles».

Le discours du Trône nous a clairement indiqué que nous mettrons à profit ces fondements solides au cours des années à venir, que nous utiliserons l'infrastructure de pointe que nous mettons en place, non seulement pour améliorer les compétences et les perspectives des jeunes Canadiens, mais aussi pour leur faire mieux connaître les Canadiens des autres régions et l'expérience canadienne de diversité dans l'unité.

Nous sommes arrivés au gouvernement dans une période de grands changements. Ce sont des changements qui affectent de plus en plus la vie quotidienne des Canadiens, tels la mondialisation et l'émergence rapide de nouvelles technologies et leur application dans tous les secteurs de l'économie.

Les Canadiens avaient toutes les raisons d'être inquiets. Non seulement le Canada était-il à la traîne des événements, mais le gouvernement n'avait que peu de moyens pour commencer le rattrapage. Les boulets du passé nous empêchaient de prendre notre élan vers l'avenir.

L'Adresse

Aujourd'hui, nous avons entendu un discours du Trône qui témoigne d'un renversement complet de la situation. C'est un discours du Trône qui réaffirme la position du Canada à l'avant-garde de l'économie du savoir, soit un Canada fort de son attachement à la justice sociale et à l'équité, un Canada uni par la compassion, l'optimisme, la détermination et les convictions profondes de ses citoyens. Un Canada qui sera le pays par excellence du XXI^e siècle.

Je suis fier de notre gouvernement. Je suis surtout fier des Canadiens et des Canadiennes. Nous n'avons jamais renoncé à nos valeurs. Nous n'avons jamais écouté ceux qui voulaient nous engager sur la voie de la facilité. Nous avons plutôt retroussé nos manches. Nous nous sommes mis au travail.

Nous avons mis à profit la solidarité et la détermination du peuple canadien pour marcher, ensemble, vers notre objectif commun, soit de faire du Canada un pays d'avenir, un pays qui repousse à tous les jours les limites de sa réussite.

[Traduction]

M. Preston Manning (chef de l'opposition, Réf.): Monsieur le Président, au nom de l'opposition officielle, je félicite d'abord Son Excellence la Gouverneure générale de sa nomination et de la présentation de son premier discours du Trône.

Deuxièmement, je félicite de leur nomination le vice-président et la vice-présidente adjointe des comités pléniers de la Chambre.

Troisièmement, je félicite le député de Windsor—St. Clair et la députée de Laval-Ouest de leurs discours en faveur du programme législatif du gouvernement. Il y a évidemment deux côtés à une médaille, et nous sommes impatients de présenter l'autre côté demain.

Par conséquent, je propose:

Que le débat soit maintenant ajourné.

Le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

L'hon. Don Boudria (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Le Président: La Chambre s'ajourne à 14 heures demain, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 16 h 45.)

ANNEXE

Son Excellence
la très honorable Adrienne Clarkson
Gouverneure générale du Canada
Discours d'installation

Le Sénat
le jeudi 7 octobre 1999
Monsieur le Premier ministre,

Vous m'avez exprimé l'affection, la loyauté et l'estime du peuple canadien, des sentiments que j'aurai l'honneur de communiquer à notre gracieuse souveraine, la Reine Élisabeth II. Je suis heureuse d'accepter la responsabilité de représentante de Sa Majesté au Canada, avec tout ce que cela implique sur le plan historique et dans notre tradition. Mieux que quiconque, je connais mes faiblesses et j'assume cette tâche avec humilité, en vous demandant, à vous et au peuple du Canada, de m'aider à la réaliser.

Je deviens le 26^e Gouverneur général du Canada depuis la Confédération, pleinement consciente des racines profondes de cette fonction, et ce, en remontant dans le passé jusqu'aux gouverneurs de la Nouvelle-France et jusqu'au premier d'entre eux, Samuel de Champlain. Dans un lieu qui nous enchante, la baie Georgienne, située sur la route qu'il a suivie depuis la Rivière des Français jusqu'à la Huronie, il y a une plaque commémorative placée sur un îlot entre un court de tennis et le Champlain's Gas Bar & Marina, et qui rappelle son passage avec une citation tirée de son journal:

«Samuel de Champlain
en canoë
1615

Quant à moi, je fais toujours en sorte de préparer la route de ceux qui voudront suivre.»

Ceux qui ont voulu suivre ont représenté l'institution incarnée par le gouverneur général de façons qui ont démontré l'évolution et la constante réaffirmation du pays. Les institutions du Canada n'ont jamais été immobiles. Elles sont organiques; elles évoluent et elles grandissent de manières qui nous surprennent, qui nous étonnent même. En trente ans à peine, de 1952 à 1982, la fonction de gouverneur général et notre constitution ont été rapatriées; nous avons choisi un drapeau, nous avons consigné formellement notre compréhension des droits fondamentaux et nous avons renforcé et élargi la nature bilingue de notre pays. Le gouverneur général est un fil dans le tissu de ce qu'Eugene Forsey a appelé notre démocratie «souveraine et indépendante».

Il y a eu bien des activistes parmi les successeurs de Champlain. Lord Elgin, qui a aidé Baldwin et Lafontaine à enraciner le modèle démocratique canadien en 1848, a bien saisi l'originalité du pays qui mettait de l'avant un tel projet. Il aimait beaucoup se balader à pieds dans le peu de petites villes que nous avons alors, prenant

plaisir aux tempêtes de neige, fuyant la formalité de ses fonctions et parlant avec admiration de «ce superbe pays» et «de ses citoyens totalement indépendants». Il a aussi dit que pour chercher à comprendre le futur des nations, il fallait venir ici.

Vincent Massey, notre premier gouverneur général canadien, a lancé les fondements de la plupart de nos institutions culturelles modernes: le Conseil des Arts, le Centre national des Arts, l'Ordre du Canada, entre autres. Et mon prédécesseur, Roméo LeBlanc, a donné une énergie nouvelle à l'élément central que représente le Canada français à travers tout le pays, aboutissant au succès du Sommet du mois dernier qui a placé le Nouveau-Brunswick et l'Acadie au milieu même de la réalité francophone. Cela a eu lieu à peine cinquante ans après que le grand peintre Paul-Émile Borduas ait incité les Québécois, et, par implication, nous tous, à abandonner «les murs lisses de la peur» en refusant «d'être sciemment... au-dessous de nos possibilités psychiques et physiques».

Permettez-moi quelques réflexions personnelles. La famille Poy, arrivée ici comme réfugiés en 1942, était composée de mes parents, de mon frère et de moi-même. Nous sommes trois dans cette Chambre aujourd'hui. Nous ne sommes pas arrivés dans le cadre d'une procédure d'immigration habituelle. Il n'y en avait pas à l'époque pour une famille chinoise.

L'amour fervent et attentif de ma mère est présent en esprit ici aujourd'hui. Mon frère, le Dr Neville Poy, avait sept ans quand nous sommes venus. Et mon père, Bill Poy, est ici, extraordinaire avec ses 92 ans. Le Lance-caporal Poy, estafette dans le Corps de Volontaires de Hong Kong, a reçu la Médaille militaire pour son courage lors de la bataille de Hong Kong. Comme bien des soldats, il ne parle jamais de ces choses, mais sa bravoure est le pivot de la vie de ses enfants. D'être élevés par des parents courageux et affectueux a été un don qui a remplacé tout ce que nous avons perdu.

Comme je l'ai déjà dit, la ville d'Ottawa était, dans le temps, petite et blanche, comme presque tout le Canada, et une bonne partie de son esprit tenait à ce que Mavis Gallant a décrit comme les sombres rejets des vieux pays: «la méfiance vis-à-vis la pitié, le mépris devant la faiblesse, la peur de la franchise du cœur». Mais c'est aussi la ville où notre famille s'est liée d'amitié avec les Molot, propriétaires de la pharmacie, avec les Marcotte et avec les Proulx, qui vivaient aussi dans la basse-ville, et avec nos anges gardiens, les Potters.

Parce que mon père travaillait au ministère du Commerce et parce que nous vivions dans un milieu canadien-français, j'ai, dès l'âge de cinq ans, développé une passion pour apprendre à parler français. Je me souviens du jour où, avec mes souliers vernis et ma robe rose, mes parents m'ont emmenée, près de la maison, au couvent Sainte-Jeanne-d'Arc où une dame gentille, le visage entouré de blanc, m'a posé des questions tandis qu'un grand et terne crucifix rayonnait dans l'ombre. En rentrant à la maison, il y avait un sentiment de tristesse et de déception dans l'air. On avait expliqué à mes parents qu'à Ottawa il n'était pas possible pour une protestante d'aller à

l'école en français. Ces choses ont tellement changé depuis lors qu'il n'est pas nécessaire d'en parler. Mais cette première impression que certaines choses n'étaient pas possibles, même si ça n'avait aucun sens, m'a donné une volonté de fer.

Farley Mowat a fait la remarque que quelques infortunes pendant l'enfance étaient une bonne chose pour les animaux, y inclus les humains. Notre famille, comme bien d'autres familles, avait beaucoup perdu mais nous avons aussi gagné énormément: un pays avec des lacs, avec de la pêche à l'achigan, où l'éducation publique est gratuite. Nous avons pris un goût démesuré pour la nature puisque, comme dit Pierre Morency, «le Nord n'est pas dans la boussole; il est ici.»

Comme l'a écrit John Ralston Saul, «la qualité première de l'État canadien est sa complexité.» C'est une force, et non une faiblesse, que nous soyons une expérience toujours incomplète basée sur une fondation triangulaire autochtone, francophone et anglophone. Il ne faut pas tomber dans le piège de croire que tout est nouveau et simple dans un monde nouveau et simple. Nous continuons de poursuivre aujourd'hui le projet politique commencé il y a 450 ans, quand les premiers Français ont rencontré les premières nations. C'est une expérience de longue date, certes, c'est complexe et, globalement, c'est en grande partie réussi. À travers vents et marées, nous avons poursuivi la création d'une civilisation canadienne.

Ce que nous construisons ici est différent. Comme le dit Jean-Guy Pilon dans l'un de ses poèmes:

«Racines tordues à vaincre le feu
À cracher au visage des étoiles
C'est ici que respirent, grandissent
les constructeurs».

L'occasion est bonne de laisser derrière soi les inutiles pulsions anciennes quand on arrive dans une nouvelle contrée qui s'étend vers l'infini. Wilfrid Laurier l'a bien compris. «Nous avons fait, a-t-il dit, une conquête plus grande et plus glorieuse que celle d'un territoire, nous avons conquis nos libertés.»

On dirait qu'il y a deux types de société dans le monde de nos jours. Peut-être qu'il n'y en a toujours eu que deux: les sociétés qui punissent et les sociétés qui pardonnent. Une société comme la canadienne, avec ses quatre siècles où chacun y met du sien, accepte le compromis et reconnaît l'erreur et sa correction, est fondamentalement une société qui pardonne. Nous tentons, nous devons tenter, de pardonner ce qui est passé. La société qui punit n'oublie jamais le mal passé. La société qui pardonne se tourne vers le futur. Une société qui pardonne favorise le respect mutuel, permet d'être toujours prêts à recommencer, pour construire dans l'espérance et dans l'amour.

Nous savons qu'en nous joignant à la société canadienne nous pourrions accepter l'invitation lancée en 1970 par le grand chef John

Kelly: «Avec les années, le cercle des Ojibway s'agrandit de plus en plus. Des Canadiens de toutes les couleurs et de toutes les religions entrent dans le cercle. Vous pensez que vous avez des racines ailleurs, mais en fait, vous êtes ici avec nous.» Que le cercle des premières nations s'agrandisse pour nous accueillir, autochtones et immigrants, venus par navire ou par avion vers ces vastes et splendides terres fait la preuve, selon Michael Ondaatje, d'une vision de la nature qui dépasse l'égo de l'homme. Ceci est un lieu, selon lui, fixé par la vision préoccupante de personnages qui voyagent à travers leur passé et le portent sur leur dos. . . nous sommes toujours en train d'arriver. Des Filles du Roy jusqu'aux nouveaux Canadiens de Dionne Brand, il n'y a qu'un pas.

Il ne faut pas oublier que cette complexité affecte l'ensemble. Complexité ne veut pas dire fragmentation. C'est là le paradoxe et le génie de notre civilisation canadienne.

Dans la contemplation de ce que nous sommes, repose l'importance symbolique du gouverneur général: l'identification de ce poste avec l'inclusion, la capacité d'accueillir et d'intégrer qui est au cœur de la société canadienne dans ce qu'elle a de meilleur. C'est là l'essence de ce qu'on appelle notre honnêteté notoire, notre fameux désir de faire le bien. Et n'oublions pas qu'à travers les grandes vagues d'immigration il y a eu, dès le départ, un sentiment sous-jacent que les abandonnés, les rejetés d'autres contrées, ceux qui rêvaient d'une autre vie, viendraient ici et participeraient à notre projet.

Dans une photographie qui date de 1913, on voit un groupe d'immigrants scandinaves à Larchmont, en Ontario, rassemblés devant un tableau noir où on peut lire ces mots:

Devoirs d'un citoyen

1. comprendre le fonctionnement du gouvernement
2. prendre une part active à la politique
3. aider à toutes les bonnes causes
4. diminuer l'intempérance
5. travailler au bien des autres

On pourrait facilement s'entêter à ne voir que les embûches et les préjugés qui ont, bien sûr, parsemé ce chemin pavé de bonnes intentions. Mais au vu de l'intention initiale, on en sent bien la présomption principale. On s'attend à ce que l'immigrant, comme tout le monde, participe au développement de la société, une société à la fois coopérative, démocratique et ouverte à l'autre. Qu'il ait fallu cinquante ans pour que cette capacité d'intégration perde ses préjugés de couleur veut simplement dire qu'il a fallu cinquante ans. Trop long, bien sûr; bien trop long. Mais dans d'autres pays il faudrait cent ans. Dans certains pays, ce jour n'est jamais venu.

L'essence de l'inclusion est que nous faisons partie d'une société où la langue, la couleur, l'éducation, le sexe et la fortune ne devraient pas nous diviser mais plutôt nous rendre plus sensibles et conscients de la différence.

J'ai appris à être canadienne grâce à une collection de maîtresses d'écoles parfaitement virginales qui m'ont toujours traitée comme une bonne élève tout court et non comme une bonne élève chinoise. C'était principalement des femmes de l'Ontario rural qui, dans une certaine perspective, auraient pu paraître étroites d'esprit; mais qui, sans aucune exception, étaient douées d'une capacité d'ouverture vers l'autre et comprenaient instinctivement la nécessité de la compassion et la force de la curiosité humaine.

Je crois que mes parents, comme bien d'autres immigrants, ont par la force de leur rêve fait de leurs enfants des Canadiens. Et tandis que les explorateurs repoussaient chaque jour la limite de leurs connaissances, est-ce que Cavalier de La Salle, La Vérendrye, Hearne et Mackenzie n'ordonnaient pas à leur propre imagination d'embrasser ces étonnantes espaces? Ce fut notre chance à tous de venir en des terres où les Autochtones ont toujours rêvé la vie.

Il est habituel de dire que les immigrants travaillent beaucoup et qu'ils sont très ambitieux, mais ceux d'entre nous qui avons vécu ce phénomène savons que c'est surtout le rêve qui compte.

Et je ne parle pas ici de phantasmes. Je parle d'un vrai rêve qui est saisi quelque part entre les puissances du passé et les forces du futur. C'est quelque chose qui nous anime tous, même si nous ne le disons pas. C'est ce qui donne à une nation comme la nôtre sa résonance, sa profondeur, sa force.

Le rêve nous rassemble et nous transforme en Canadiens. Le rêve nous permet de nous libérer des stéréotypes du passé ou des attentes des autres. Le rêve est un facteur d'ouverture et d'aventure et, bien sûr, il est porteur de douleur et de confusion. Mais, comme dit Leonard Cohen: «Il y a une fissure dans toute chose. C'est ainsi qu'entre la lumière.»

Grâce à la lumière qui est en nous, nous avons créé un lieu de dynamisme innovateur. Innovation dans les structures politiques. De nouvelles manières d'approcher les relations sociales, de définir le rôle du citoyen. Innovation militaire dans le maintien de la paix. Innovation économique dans les industries de pointe, depuis les chemins de fer d'il y a 150 ans jusqu'à l'aéronautique de nos jours.

Nous ne devons pas nous voir comme un petit pays de trente millions d'habitants qui vogue sur un grand territoire. Nous comptons parmi les peuples ayant la meilleure santé et la meilleure éducation au monde, et de grandes richesses naturelles. Nous avons deux des plus grandes langues au monde.

Nous ne devons pas nous voir comme un peuple qui réagit aux tendances, mais comme un peuple qui les lance.

Nous ne devons pas nous voir comme un peuple qui réagit, mais comme un peuple qui agit.

Notre histoire démontre que nous avons l'assurance qui mène à l'action, à une action que le succès couronne. Quand nous avons

confiance en nous-mêmes, nous pouvons saisir l'énergie positive issue de notre choix de vivre ici et de poursuivre ce qui continue d'être un projet sans précédent.

Le tramway que notre famille prenait souvent le dimanche après-midi pour aller au parc Rockcliffe passait devant les grilles closes de Rideau Hall. Je suis tellement heureuse que cela ait changé! Je suis enchantée des foules qui passent maintenant par les jardins et le Centre des visiteurs. Je compte bien continuer la tradition d'accueillir les Canadiens venus à ce qui est, en fait, votre maison nationale.

Mais nous ne serons pas toujours à Ottawa. John et moi avons l'intention de voyager et de parcourir encore tout ce pays en avion, en train, en voiture, en canoë et en kayak. Et nous pensons établir la pratique de recevoir le public lors d'un lever dans chacune des provinces et des territoires que nous visiterons. Vous y êtes tous invités. Dans dix jours, nous serons en Alberta, pour notre première visite officielle dans une province. Notre premier lever aura donc lieu le samedi 16 octobre à 16 heures, au Museum of the Regiments, à Calgary. En novembre, nous irons en Colombie-Britannique et le lever aura lieu le dimanche 21 novembre, à Vancouver.

Nous voulons rencontrer le plus grand nombre possible d'entre vous, non seulement lors d'occasions spéciales à Rideau Hall ou à la Citadelle, mais là où vous demeurez, là où vous faites votre vie.

Nous amenons à ces tâches un engagement profond dans la relation entre les francophones et les anglophones, une relation essentielle et une clé de voûte de notre histoire politique. Nous avons de longue date exprimé notre intérêt dans l'immersion scolaire en français, les problèmes d'habitation des membres les plus vulnérables de notre société et les droits de la personne. Et je ne suis pas moins engagée que je l'ai toujours été dans l'affirmation et l'avancement de la pleine expression de la moitié de l'humanité à laquelle j'appartiens, ce groupe qu'on nomme modestement les femmes. Nous sommes aussi depuis longtemps intéressés et passionnés par les arts. La beauté et l'excellence ne sont pas la propriété d'un groupe restreint. L'expression artistique est la manière par laquelle nous témoignons avec le plus de profondeur de notre société et elle appartient à chacun d'entre nous.

Au moment d'assumer ces fonctions, je vous demande de m'accompagner. J'espère qu'ensemble nous allons jouir de la qualité que les Inuits appellent *isuma*, soit le type d'intelligence qui inclut le sens de sa propre responsabilité envers la société. Les Inuits croient que cette qualité grandit à son propre rythme, qu'elle grandit parce qu'elle est cultivée. Mon vœu est qu'avec l'aide de Dieu nous, en tant que Canadiens, puissions tracer avec notre vie ce que Stan Rogers appelait «un trait chaleureux à travers ce pays, si farouche, si sauvage».

Et quant aux traces de Samuel de Champlain, je suis prête à les suivre.

Jean Chrétien
Premier ministre du Canada

À L'occasion de l'installation de la Gouverneure générale
Adrienne Clarkson

7 octobre 1999
Ottawa (Ontario)

Votre Excellence Madame Adrienne Clarkson,

Il me fait grand plaisir de vous offrir les meilleurs voeux du gouvernement, du Parlement et du peuple canadien au moment où vous prêtez le serment d'office.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance au très honorable Roméo LeBlanc et à Madame Fowler LeBlanc.

Avec une dignité tranquille et une grâce sans faille, ils ont laissé une empreinte ineffaçable sur cette haute fonction. Je pense notamment à la création du Prix du Gouverneur général pour l'entraide, qui rend enfin hommage à nos bénévoles—ces innombrables Canadiens dont les actes quotidiens de générosité et de compassion représentent si bien notre caractère national.

Lors de sa nomination en 1995, ce fier Canadien est devenu le premier fils de l'Acadie à occuper la fonction de Gouverneur général. Aussi, je sais combien cela a dû lui faire chaud au coeur, à la toute fin de son mandat, de participer au VIII^e Sommet de la Francophonie dans son Nouveau-Brunswick natal.

J'ai été ému par la fierté dont il rayonnait lors de la rencontre historique entre le Président français Jacques Chirac et notre communauté acadienne. J'ai aussi été marqué par l'émotion avec laquelle M. Chirac a renouvelé le lien fraternel qui unit pour toujours les Acadiens au foyer de nos ancêtres, de même que par l'éloge que le Président français a fait des réalisations exemplaires du Canada.

Je sais que, pour M. LeBlanc, il s'agissait vraiment d'un instant à savourer dans une longue carrière au service du peuple canadien, laquelle a été marquée par de très nombreux moments forts.

Mesdames et messieurs, nous voici rassemblés pour rendre hommage à une personne dont le talent, le discernement et les réalisations commandent l'admiration. Et qui représentera désormais notre chef d'État au Canada. Son accession au poste de gouverneur général n'est en fait qu'une étape remarquable de plus dans un parcours personnel extraordinaire. Celui-ci remonte au jour où, toute petite, elle s'est embarquée à bord d'un bateau de réfugiés à destination du Canada, chassée de son foyer par les privations et la cruauté d'une guerre terrible.

Après des débuts aussi peu propices, sa vie a tracé un arc nettement ascendant. Un arc parallèle au développement du Canada tel que nous le connaissons aujourd'hui. Un pays cosmopolite. À l'aise dans sa diversité. Entièrement disposé à reconnaître pleinement les droits de tous ses citoyens, autant dans ses lois que dans ses institutions. En pratique aussi bien qu'en théorie.

Elle et sa famille ont d'abord été refoulées lorsqu'elles ont cherché refuge au Canada, parce qu'elles étaient d'origine chinoise. Sa

présence ici aujourd'hui montre combien nous avons fait de chemin comme nation. Une nation bâtie par les immigrants. Par ceux qui ont été attirés ici par un rêve national, et par un refuge sûr.

Je n'ai pas besoin de dire aux Canadiens ce qu'ils savent déjà de Madame Clarkson. La liste de ses réalisations comme journaliste et commentatrice parle d'elle-même.

J'aimerais quand même dire quelques mots au sujet de la qualité particulière qui la rend si digne d'accéder à cette fonction à cette époque de notre histoire.

Nous vivons à l'ère de la mondialisation. À l'ère du village planétaire, où les personnes et les nations se rapprochent comme jamais auparavant. Par-delà les fuseaux horaires, les frontières et les cultures. Et où nous nous demandons quelle place cela laissera pour la diversité. Quel espace nous aurons pour assurer la protection et le rayonnement de nos propres moyens d'expression et de nos propres expériences.

Rares sont ceux qui, comme Madame Clarkson, ont perçu l'harmonie profonde de cet ensemble de moyens d'expression et d'expériences, qui confère à la culture canadienne sa saveur sans pareil. Douée d'une intuition extraordinaire, elle a su mettre ses talents au service de la création de lieux d'expression pour nos artistes, nos musiciens et nos auteurs. Des quatre coins de notre grand pays. De toutes les origines et de tous les milieux.

Un tel dévouement au service de la collectivité, de telles preuves d'affection à l'égard de son pays d'adoption, font d'elle une candidate éminemment qualifiée pour les fonctions qu'elle s'apprête à assumer.

Par-dessus tout, je considère que le choix de Madame Clarkson pour la fonction de gouverneur général contient un message frappant. Il exprime clairement notre volonté collective de faire en sorte que nos auteurs, nos artistes et nos oeuvres continuent d'enrichir notre expérience commune. Et de rayonner dans l'ensemble du village planétaire.

Mesdames et messieurs, le 20^e siècle qui s'achève a été celui de la grandeur et de l'horreur. Des rêves lumineux et des sombres cauchemars. Nous avons souvent eu des raisons de croire qu'il ne restait pas d'espoir pour le monde.

Selon moi, le succès du Canada a été de prouver, à nous-mêmes et au monde entier, qu'il y a toujours de l'espoir. L'espoir de lendemains plus heureux, de perspectives meilleures, de tolérance et de bonne entente. Madame Clarkson, vos expériences et votre succès me confirment dans ma conviction.

Au nom de tous les Canadiens, je vous remercie d'avoir accepté ces nouvelles responsabilités. J'adresse mes remerciements et mes meilleurs voeux à M. Saul aussi. Je sais qu'il sera pour vous un compagnon idéal au cours des jours à venir.

Je vous souhaite tout le succès possible au service du meilleur pays au monde.

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 12 octobre 1999

OUVERTURE DE LA DEUXIÈME SESSION DE LA 36^e LÉGISLATURE		Adoption de la motion	7
Les serments d'office		Les crédits	
Projet de loi C-1. Présentation et première lecture	1	Mme Robillard	7
M. Chrétien (Saint-Maurice)	1	Motion	7
Adoption de la motion; première lecture du projet de loi ..	1	Adoption de la motion	7
Discours du Trône		Les comités de la Chambre	
Le Président	1	Procédure et affaires de la Chambre	
M. Chrétien (Saint-Maurice)	6	M. Boudria	7
Motion	6	Motion	7
Adoption de la motion	6	Adoption de la motion	7
Vacance de siège		M. Boudria	7
York-Ouest		Motion	7
Le Président	6	Adoption de la motion	7
Mont-Royal		M. Boudria	7
Le Président	6	Motion	7
Hull—Aylmer		Adoption de la motion	7
Le Président	6	Adresse en réponse	
Comités pléniers		M. Limoges	7
Nomination du vice-président		Motion	10
M. Chrétien (Saint-Maurice)	6	Mme Folco	10
Motion	6	M. Manning	12
M. White (Langley—Abbotsford)	6	Motion	12
M. Chrétien (Saint-Maurice)	7	Adoption de la motion	12
Adoption de la motion	7	M. Boudria	12
Nomination de la vice-présidente adjointe		Motion	12
M. Chrétien (Saint-Maurice)	7	Adoption de la motion	12
Motion	7	Annexe	
		La très hon. Adrienne Clarkson	13
		L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice)	16

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes/Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste – lettre

Lettermail

**03159442
Ottawa**

*En cas de non – livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Les Éditions du gouvernement du Canada,
45 boulevard Sacré – Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing,
45 Sacré – Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le réseau électronique «Parliamentary Internet Parlementaire» à l'adresse suivante :

**Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies may be obtained from Canadian Government Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

**The English version of this publication may be obtained from Canadian Government Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9.**